



CAMEROUN : « MARCHES BLANCHES » :
L'ACTE 2, CRUCIAL POUR LA SUITE
CAMEROON

En dépit de l'arrestation de Maurice Kamto et des mises en gardes des autorités publiques, le MRC annonce de nouvelles manifestations demain samedi.

La deuxième phase des marches pacifiques du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), connues sous l'appellation des «

Marches blanches », est prévue demain samedi, 02 février. Dans plusieurs villes du Cameroun, les militants de ce parti d'opposition s'organisent et se mobilisent pour faire entendre de nouveau leur mécontentement. L'info claire et nette. Des déclarations de manifestations publiques ont été déposées dans plusieurs arrondissements, à l'instar de Bangangté dans la région de l'Ouest, depuis mercredi dernier. De ce côté-là, le document a été signé du chargé des questions électorales du parti pour le département du Ndé, Valery Tchouandep. Une demande de manifestation publique a également été déposée à la sous-préfecture de Yaoundé 1er, le 29 janvier par le trésorier national adjoint du Mrc, OkalaEbodé. Dans le Littoral, précisément à Douala, plusieurs messages circulent entre militants et sympathisants du parti, qui les appellent à se joindre à l'acte 2 des « marches blanches » prévu demain à travers les artères de la capitale économique.

Bien évidemment, les autorités administratives de ces différentes circonscriptions n'ont pas autorisé ces marches. Dans le Mfoundi, siège des institutions de la République, le préfet Jean Claude Tsila a formellement interdit les manifestations planifiées sur toute l'étendue de son territoire de commandement et appelé les populations à vaquer sereinement à leurs activités. Le Mrc semble vouloir épouser la logique des « Gilets jaunes » en France, qui

manifestent tous les samedis en dépit des arrestations de centaines de leurs membres. Théoriquement, l'arrestation de Maurice Kamto, PendaEkoka, Paul Eric Kingue, Alain Fogue, Valsero et bien d'autres leaders présentés comme faisant partie de l'aile dure du parti, diminue sa capacité de nuisance. Toutefois, la journée demain est déterminante pour la suite du mouvement.

En Europe, de nouveaux mouvements sont annoncés, notamment en Angleterre et en France. Les messages qui circulent à travers les réseaux sociaux annoncent des marches à Londres et Strasbourg. Les auteurs de ceux-ci appellent à la libération immédiate et sans condition de Maurice Kamto et plusieurs autres responsables du Mrc arrêtés les 26 et 28 janvier derniers. Ils appellent également à la résistance « dans la paix dans toutes les villes » camerounaises. Fort des menaces de poursuites judiciaires contre les auteurs des actes de vandalisme enregistrés le 26 janvier dernier dans les représentations diplomatiques du Cameroun à Paris, Londres et Berlin, ces appels vont-ils être suivis ? Face au ministre des Relations extérieures, lundi dernier à Yaoundé, l'ambassadeur de France au Cameroun, Gilles Thibault, a promis pour ce qui est des autorités de son pays, qu'elles vont oeuvrer de concert avec les autorités camerounaises compétentes, pour que les procédures judiciaires y relatives puissent se dérouler sans encombre.

Nébuleuse

De ce côté-là également, « les autorités françaises ont dorénavant mis en place un dispositif renforcé pour assurer la sécurité desdits immeubles diplomatiques », a assuré le diplomate, pour qui « cette situation ne doit en aucun cas affecter les excellentes relations de coopération existant entre nos deux pays ». Sans doute, les autres pays amis du Cameroun prendront les mêmes dispositions qui pourraient alors rendre difficile la mobilisation des Camerounais de la diaspora membres de la fameuse « Brigade anti-sardinards » (Bas), que le Mrc dit n'avoir jamais mandaté pour organiser des manifestations en son nom. Cette déclaration du collectif des avocats de Maurice Kamto n'a pas été démentie par les membres de cette organisation pour le moins nébuleuse.

Calibri Calibra, qui se présente comme le commandant en chef de la Bas en France, précise que son organisation «n'a prêté allégeance à aucun parti politique. Nous sommes le peuple camerounais et nous défendons les droits de chaque enfant issu de cette terre, le Cameroun. Telle est notre démarche et notre conviction profonde». Sauf qu'une vidéo qui a fait le tour des réseaux sociaux montre ses membres jubiler après avoir décroché la photo officielle du président de la République, Paul Biya, pour la

remplacer par celle de Maurice Kamto qu'ils considèrent comme le chef d'Etat légitime du Cameroun.